



CONSEIL COMMUNAL DU 26 NOVEMBRE 2020  
GEMEENTERAAD VAN 26 NOVEMBER 2020

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Tenue à distance de la séance du Conseil communal**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 85 ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 04.11.2020 imposant des mesures de sécurité dans la tenue des séances des organes communaux et du CPAS dans le cadre de la crise du coronavirus

Considérant ce qui suit :

La convocation ainsi que toutes les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour ont été communiquées par la voie électronique aux conseillers communaux au moins 24h avant l'heure fixée pour la réunion.

PREND ACTE

- de la tenue à distance de la séance du Conseil communal.

---

**Op afstand houden van de vergadering van de Gemeenteraad**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikel 85 ;

Gelet op de Politieverordening van de burgemeester houdende veiligheidsmaatregelen betreffende de zittingen van de gemeenteraad en van de besluitvormende organen van het OCMW in het kader van de coronacrisis

Overwegende wat volgt :

De uitnodiging alsook alle documenten met betrekking tot de agendapunten worden ten minste 24 uur vóór het voor de vergadering vastgestelde tijdstip elektronisch aan de betrokken leden meegedeeld

NEEMT AKTE

- van het houden van de vergadering van de gemeenteraad op afstand.

---

**2 Interpellation des habitants - accès piéton au stade communal**

Le 22.10.2020, Madame Muriel Koch a transmis par e-mail à Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre d'Audergem, l'interpellation suivante au Collège.

Celle-ci, conforme au règlement sur l'interpellation des habitants a l'attention du collège des Bourgmestre et échevins est recevable.

*Monsieur le Bourgmestre,*

*Mesdames et Messieurs les membres du Collège,*

*Le stade communal occupe un aspect central dans la vie des Auderghemois.*

*Un nombre conséquent d'adultes et d'enfants participent avec enthousiasme aux activités sportives qui sont proposées par les différents clubs présents sur le site.*

*La situation du stade communal, aux abords de l'E411, ne permet malheureusement pas un accès aisé et ce, particulièrement pour les piétons.*

*En effet, sur la chaussée de Wavre, à partir du croisement débouchant sous le viaduc jusqu'à l'entrée du jardin botanique Jean Massart, sur une distance de plus ou moins 50 mètres, la piste cyclable cohabite avec la chaussée sans plus qu'aucune infrastructure piétonne ne soit présente.*

*Cette non sécurisation des piétons est particulièrement dommageable pour les enfants, et parfois très jeunes enfants, qui se voient dès lors obligés de circuler sur la piste cyclable pour arriver à leur destination.*

*Bien sûr, s'agissant d'une voirie régionale, la commune d'Auderghem n'est pas compétente en ce qui concerne un éventuel aménagement permettant une sécurisation des piétons.*

*Néanmoins, des relais auprès des autorités régionales, compétentes en la matière, existent et doivent être utilisés.*

*Nos questions sont les suivantes :*

- Depuis quand cette situation perdure-t-elle ?*
- Quelles sont les démarches qui ont été entamées par la Commune auprès des cabinets compétents et de Bruxelles-Mobilité ?*
- Quelles ont été les réponses de ces derniers ?*
- Une action complémentaire est-elle envisagée ?*

*Nous vous remercions pour vos réponses.*

---

### **Interpellatie van de inwoners - voetgangerstoegang tot het gemeentelijke stadion**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Signatures interpellation des habitants.pdf*

---

### **3 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.10.2020 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.10.2020.

---

### **Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 29.10.2020 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 29.10.2020 goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Registre+complet.pdf*

#### 4 Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette	Articles Budgétaires
#002/13.10.2020/B/0008#	Espace Public	Placement de stores automatiques dans le réfectoire du pavillon des Arums - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire	6.423,60€ tvac	722/72460
#002/13.10.2020/B/0020#	Bibliothèque	Achat de mobilier pour le service des bibliothèques et ludothèque 2020 - procédure négociée sur simple facture acceptée	8437,03	767/74151
#002/13.10.2020/B/0059#	Régie foncière	Immeuble 166 avenue Van Horenbeek. Réaménagement d'un appartement. Procédure négociée sans publication préalable. Approbation de la dépense. Désignation des firmes à consulter.	+/- 102.000 €	243
#002/13.10.2020/B/0060#	Régie foncière	Immeuble 56 boulevard du Triomphe. Elagage d'un arbre. Marché de travaux de faible montant.	1802,9	100/61401.2020
#002/13.10.2020/B/0064#	Informatique	Nettoyage et désinfection du matériel informatique en 2020 - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	environ 1.000€	139/12313
#002/13.10.2020/B/0078#	Service Juridique	Marché par procédure négociée sans publicité - Consultation d'avocats pour représenter la Commune dans le cadre d'une demande de désignation d'un curateur à succession vacante - Chaussée de Watermael 104 - Fixation des conditions	maximum 5.000 euros	104/122.03
#002/13.10.2020/B/0085#	Ressources Humaines	Organisation d'un assessment préalable à la désignation d'un-e directeur-trice des ressources humaines - Marché de services de faible montant - Fixation des conditions et de la liste des soumissionnaires Approbation du descriptif de fonction	13000	104/12318
#002/20.10.2020/B/0009#	Espace Public	Acquisition de Totems pour les abords des écoles - Marché de faible montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	30.000€ TVAC	421/735.60 - 764/724.60

#002/20.10.2020/B/0012#	Espace Public	Déplacement d'une armoire technique située dans le trottoir, rue du Vieux Moulin 101 - marché de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1.254,37 € TVAC	421/735.60
#002/20.10.2020/B/0013#	Espace Public	Entretien d'un des séparateurs a hydrocarbure de la zone d'activité - Marché travaux de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2.596,06 TVAC	104/125.06
#002/20.10.2020/B/0014#	Espace Public	Fourniture et pose d'une balançoire à la plaine de jeux située square Antoine Van Lindt - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	7465,7	764/725.60
#002/20.10.2020/B/0015#	Espace Public	Marché d'architecture destiné à obtenir le permis d'urbanisme nécessaire pour effectuer une percée dans le mur d'enceinte de la cure de l'église Sainte Anne afin de le réaménager en espace potager et de permettre ensuite que les habitants du quartier puissent y accéder - Marché de faible montant par facture acceptée - Désignation de l'adjudicataire	3.025,00€ TVAC	421/735.60
#002/20.10.2020/B/0019#	Espace Public	Revêtement de sol dans deux classes des Marronniers et crèche les Mômes - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	17000	722/72460 844/72460
#002/20.10.2020/B/0021#	Espace Public	Une étude de mise en conformité globale du bâtiment / Rénovation et modernisation du bâtiment - Maison des Jeunes - Procédure négociée sans publication préalable - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter	60000	761.724.60
#002/20.10.2020/B/0023#	Mobilité	Fourniture de matériel de signalisation - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	6026,82	421/735 60
#002/20.10.2020/B/0033#	Enseignement - Formation	Activités Parascolaires - Cours d'escalade le mercredi après-midi - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2021.	1500	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109
#002/20.10.2020/B/0034#	Enseignement - Formation	Activités Parascolaires - Cours de judo le mercredi après-midi - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2021.	3000	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109
#002/20.10.2020/B/0035#	Enseignement - Formation	Activités Parascolaires - Cours de natation le mercredi après-midi - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2021.	4000	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109

#002/20.10.2020/B/0058#	Sport	Marché de service d'étude et d'architecture pour la démolition de l'ancienne entrée du Logis, l'aménagement d'un accès carrossable via la rue du Villageois et obtention des permis nécessaires pour mettre en œuvre un système d'aération naturelle - Fixation des conditions de passation et de la liste des soumissionnaires à consulter.	30000	764/72460
#002/20.10.2020/B/0071#	Régie foncière	Immeuble sis 1169 chaussée de Wavre. Remplacement d'une chaudière. Marché de travaux de faible montant.	2479,48	100/61401
#002/20.10.2020/B/0072#	Régie foncière	Immeubles 87 avenue du Kouter/11 avenue Vanhaelen. Prise en charge d'un déménagement. Marché de travaux de faible montant.	1828,92	100/61401
#002/27.10.2020/B/0020#	Espace Public	Etude de sécurisation du cs du Souverain - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	15 000	722/72460
#002/27.10.2020/B/0023#	Espace Public	Remise en état des tombes des anciens combattants au cimetière communal – Procédure négociée sans publication - Désignation de nouvelles firmes à consulter	60000	878/735.60
#002/27.10.2020/B/0043#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux - Achat de matériel d'équipement et mobilier - Marché de faible montant - désignation du fournisseur.	12243,75	722/74251
#002/27.10.2020/B/0066#	Sport	Rénovation du terrain de football T2 en gazon artificiel au Stade communal - Marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable - Modification budgétaire - Désignation de l'adjudicataire.	487689,45	7642/72560
#002/27.10.2020/B/0077#	Informatique	Câblage informatique (travaux et matériel) ancien bureau de police - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.	23494,32	120/74253
#002/27.10.2020/B/0079#	Affaires flamandes	Achat de matériel d'exposition en extérieur pour le Service Affaires Flamandes-Culture - Désignation du fournisseur 2020	-20000	7672/74451
#002/27.10.2020/B/0095#	Service Juridique	Marché de services d'ingénieur conseil en stabilité pour la reconstruction de locaux d'activités scolaires (Pavillon Collin) – Prolongation du délai, publication via Free Market et modification de la liste des soumissionnaires à consulter	8500	722/72460
#002/30.10.2020/B/0004#	Espace Public	Etude acoustique des locaux de la crèche des Oursons - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	79.214,44€ reste disponible	722/72460 travaux divers écoles et crèches

#002/03.11.2020/B/0008#	Espace Public	Aménagement de la cour de récréation du cs les Marronniers - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter	55000	722/724.60
#002/03.11.2020/B/0015#	Culture	Impression de drapeaux "Auderghem-Oudergem" - Marché par procédure négociée sans publicité - Attribution	720	762/74498
#002/03.11.2020/B/0030#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux, Académie et Institut Auderghemois de Promotion Sociale - Achat de 6 armoires fortes ignifugées - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur.	12487,2	722/74451
#002/03.11.2020/B/0039#	Petite Enfance	Crèche communale "Les Poneys" - Achat d'un réchaud électrique induction - Marché de faible montant sur facture acceptée.	89,95	100/74498
#002/03.11.2020/B/0045#	Prévention	A.B. 100/74498 : chaussures destinées à la cellule éducative de la Maison de la Prévention. – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation des adjudicataires pour les dépenses envisagées. – Communication au Conseil communal.	1100	100/74498
#002/03.11.2020/B/0046#	Prévention	Acquisition de vélos et accessoires par le service Prévention. – Marché de faible montant - Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire.	2671	300/74451
#002/03.11.2020/B/0052#	Informatique	Achat du matériel informatique (20 ordinateurs portables pour le télétravail) - DEPENSE URGENTE DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA PANDEMIE DE COVID-19 - liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	18960	140/74253
#002/03.11.2020/B/0064#	Service Juridique	Marché par procédure négociée sans publicité - Consultation d'avocats pour représenter la Commune dans le cadre d'une demande de désignation d'un curateur à succession vacante - Chaussée de Watermael 104 - Attribution du marché - Désignation de l'adjudicataire	726	104/122.03
#002/03.11.2020/B/0065#	Service Juridique	Nettoyage du centre de dépistage du coronavirus - COVID - 19 - Marché de faible montant - Désignation de l'entreprise	7114,8	104/12502

**PREND ACTE :**

- de la passation des marchés de moins de 139.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives,

ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

### Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/13.10.2020/B/0008#	Publieke Ruimte	Plaatsing van de automatische jaloezieën in de refter van het Pavillon des Arums	6.423,60€ tvac	722/72460
#002/13.10.2020/B/0020#	Bibliotheek	Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst 2020 en spellenbibliotheek - overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanvaarde factuur	8437,03	767/74151
#002/13.10.2020/B/0059#	Regie voor het Grondbeleid	Gebouw gelegen 166 Van Horenbeecklaan. Renovatie van een appartement. Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking. Goedkeuring van de uitgave. Aanduiding van de te raadplegen ondernemingen.	+/- 102.000 €	243
#002/13.10.2020/B/0060#	Regie voor het Grondbeleid	Gebouw Triomflaan 56. Snoeien van een boom.	1802,9	100/61401.2020
#002/13.10.2020/B/0064#	Informatica	Reiniging en desinfectie van computerapparatuur in 2020	environ 1.000€	139/12313
#002/13.10.2020/B/0078#	Juridische dienst	Raadpleging van advocaten om de gemeente te vertegenwoordigen in het kader van een aanvraag tot benoeming van een curator van een leegstaande nalatenschap	maximum 5.000 euros	104/122.03
#002/13.10.2020/B/0085#	Human Resources	Organisatie van een assessment voorafgaande aan de benoeming van een Human Resources Manager - Dienstenoverheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de gunningsvoorwaarden en van de lijst van de inschrijvers	13000	104/12318
#002/20.10.2020/B/0009#	Publieke Ruimte	Aankoop van Totems voor de omgeving van scholen - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	30.000€ TVAC	421/735.60- 764/724.60
#002/20.10.2020/B/0012#	Publieke Ruimte	Het verplaatsen van een technische kast gelegen op de stoep van de Oude Molenstraat 101 - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1.254,37 € TVAC	421/735.60

#002/20.10.2020/B/0013#	Publieke Ruimte	Onderhoud van één van de olieafscheiders op de activiteitenzone - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	2.596,06 TVAC	104/125.06
#002/20.10.2020/B/0014#	Publieke Ruimte	Levering en plaatsing van een schommel in de speeltuin "square Van Lindt"- Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	7465,7	764/725.60
#002/20.10.2020/B/0015#	Publieke Ruimte	Overheidsopdracht om een architect aan te duiden voor het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning om een opening in de omheiningmuur te realiseren van het pastoorhuis van de Sint-Annakerk om deze in te richten tot een moestuin en om erna toegang te verlenen aan de bewoners van de wijk – Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur – Aanduiding van de aanbesteder	3.025,00€ TVAC	421/735.60
#002/20.10.2020/B/0019#	Publieke Ruimte	Plaatsing en reparatie van vloeren in twee klassen van de "cs des Marronniers en de kribbe "les Mômes" - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	17000	722/72460 844/72460
#002/20.10.2020/B/0021#	Publieke Ruimte	Studie voor het conform stellen van het hele gebouw / Renovatie en modernisatie van het gebouw - Jeugdhuis - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Vastelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek	60000	761.724.60
#002/20.10.2020/B/0023#	Mobiliteit	Levering van signaliseringsmateriaal - Onderhandelingsprocedure zonder publiciteit - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	6026,82	421/735 60
#002/20.10.2020/B/0033#	Onderwijs - vorming	Buitenschoolse activiteiten - Klimcursus op woensdagmiddag - Lage kosten contract afgesloten door geaccepteerde factuur - periode van 1 januari tot 31 december 2021.	1500	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109
#002/20.10.2020/B/0034#	Onderwijs - vorming	Buitenschoolse activiteiten - Judolessen op woensdagmiddag - Lage kosten contract afgesloten door geaccepteerde factuur - periode van 1 januari tot 31 december 2021.	3000	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109
#002/20.10.2020/B/0035#	Onderwijs - vorming	Buitenschoolse activiteiten - Zwemlessen op woensdagmiddag - Lage kosten contract afgesloten met een geaccepteerde factuur - periode van 1 januari tot 31 december 2021.	4000	Dépense : 7611/12406 Recette : 7611/16109

#002/20.10.2020/B/0058#	Sport	Opdracht voor het ontwerp en de architecturale diensten voor de afbraak van de voormalige ingang van de Logis, de aanleg van een oprijlaan via Dorpelingstraat en het verkrijgen van de nodige vergunningen voor de uitvoering van een natuurlijk ventilatiesysteem - Vaststelling van de voorwaarden voor de gunning van de opdracht en de lijst van inschrijvers die moeten worden geraadpleegd.	30000	764/72460
#002/20.10.2020/B/0071#	Regie voor het Grondbeleid	Gebouw gelegen 1169 Waversesteenweg. Vervanging van een ketel. Overheidsopdracht van beperkte waarde.	2479,48	100/61401
#002/20.10.2020/B/0072#	Regie voor het Grondbeleid	Gebouwen gelegen 87 Kouterlaan/11 Vanhaelenlaan. Ten laste nemen van een verhuizing. Overheidsopdracht van beperkte waarde.	1828,92	100/61401
#002/27.10.2020/B/0020#	Publieke Ruimte	Veiligheidsonderzoek vaznde "cs du Souverain" - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	15 000	722/72460
#002/27.10.2020/B/0023#	Publieke Ruimte	Het terug in goede staat brengen van de grafstenen van de oud-strijders op de gemeentelijke begraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de nieuwe te raadplegen firma's	60000	878/735.60
#002/27.10.2020/B/0043#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra - Aankoop van uitrusting en meubilair - Contract voor een klein bedrag - Aanwijzing van de leverancier.	12243,75	722/74251
#002/27.10.2020/B/0066#	Sport	Renovatie van voetbalveld T2 in kunstgras in het gemeentelijk stadion in Oudergem – Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Begrotingswijziging - Aanduiding van de aanbesteder.	487689,45	7642/72560
#002/27.10.2020/B/0077#	Informatica	Bekabeling informatica (werken en materiaal) in de burelen vroeger politiekantoor - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdachtgever.	environ 23.494,32€	120/74253
#002/27.10.2020/B/0079#	Vlaamse Zaken	Aankoop van outdoor tentoonstellingsmateriaal voor de Dienst Vlaamse Zaken-Cultuur - Aanduiding van leverancier 2020	-20000	7672/74451
#002/27.10.2020/B/0095#	Juridische dienst	Overheidsopdracht voor diensten voor stabiliteitsingenieur voor de reconstructie van het Pavillon Collin – Aanpassing van de voorwaarden voor de gunning van de opdracht en de lijst van inschrijvers	8500	722/72460
#002/30.10.2020/B/0004#	Publieke Ruimte	Akoestische studie van de lokalen van de kribbe "les Oursons" - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	79.214,44€ blijft beschikbaar	722/72460 travaux divers écoles et crèches

#002/03.11.2020/B/0008#	Publieke Ruimte	Inrichting van de speelplaats van "cs les Marronniers" - Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en het lastenboek - Aanduiding van de te raadplegen firma's	55000	722/724.60
#002/03.11.2020/B/0015#	Cultuur	Drukken van vlaggen "Auderghem-Oudergem" - Aanbesteding via onderhandelingsprocedure zonder reclame - Toekenning	720	762/74498
#002/03.11.2020/B/0030#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra, Academie en Auderghemois Instituut voor Sociale Promotie - Aankoop van 6 brandwerende sterke kasten - Klein contract - Aanwijzing van de leverancier.	12487,2	722/74451
#002/03.11.2020/B/0039#	Peuterzorg	Gemeentelijke kribben "Les Poneys" - Aankoop van een elektrische inductiekookplaat - overheidsopdracht van beperkte waarde	89,95	100/74498
#002/03.11.2020/B/0045#	Preventie	A.B. 100/74498 : uitgaven voor schoenen voor de educatieve cel van het Preventiehuis bestemd. - Aanbesteding onderhandelingsprocedure tegen aanvaarde factuur. - Toepassing van artikel 234 van de nieuwe Gemeentewet. - Aanduiding van de aanbesteders. - Mededeling aan de Gemeenteraad.	1100	100/74498
#002/03.11.2020/B/0046#	Preventie	Aankoop van fietsen en fietsaccessoires voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Toepassing van artikelen 234 van de nieuwe gemeentewet. - Aanduiding van de opdrachtnemer	2671	300/74451
#002/03.11.2020/B/0052#	Informatica	Aankoop van informaticamateriaal (20 laptops voor telework) - DRINGENDE UITGAVE IN HET KADER VAN HET BEHEER VAN DE PANDEMIE COVID-19 - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	18960	140/74253
#002/03.11.2020/B/0064#	Juridische dienst	Raadpleging van advocaten om de gemeente te vertegenwoordigen in het kader van een aanvraag tot benoeming van een curator van een leegstaande nalatenschap	726	104/122.03
#002/03.11.2020/B/0065#	Juridische dienst	Schoonmaken van het coronavirus testcentrum - COVID - 19 - Contract met lage dollarwaarde - Bedrijfsnaam	7114,8	104/12502

**NEEM AKTE:**

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 139.000€ exclusief btw geraand wordt;
  - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

## 5 **Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

### LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la friterie De Corte sur la berme centrale du Boulevard du Souverain du 10 au 21 octobre 2020
2. Ordonnance de police du Bourgmestre ordonnant l'interruption des représentations au centre culturel d'Auderghem suite aux mesures de sécurité dans le cadre d'événements et activités à l'intérieur arrêtées par le Comité de concertation fédéral
3. Arrêté du Bourgmestre déclarant insalubre et dangereux l'immeuble situé chaussée de Watermael 104 à 1160 Bruxelles
4. Ordonnance de police du Bourgmestre imposant des mesures de sécurité dans la tenue des séances des organes communaux et du CPAS dans le cadre de la crise du coronavirus

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

---

## **Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW**

### DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester toestemmende de tijdelijke installatie van frituur De Corte op de centrale berm van de Souverainlaan van 10 tot 21 oktober 2020
2. Politieverordening van de burgemeester houdende onderbreking van de voorstellingen in het cultureel centrum van Oudergem naar aanleiding van de veiligheidsmaatregelen van het overlegcomité in het kader van de indoor evenementen en activiteiten
3. Besluit van de Burgemeester verklaart het gebouw gelegen Watermaalsesteenweg 104 in 1160 Brussel als ongezond en gevaarlijk.
4. Politieverordening van de burgemeester houdende veiligheidsmaatregelen betreffende de zittingen van de gemeenteraad en van de besluitvormende organen van het OCMW in het kader van de coronacrisis.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

### 3 annexes / 3 bijlagen

Arrêté\_bg\_immeuble.pdf, MODIFICATION AB De Corte.pdf, BOURGMESTRE - Centre culturel CORONA.pdf

---

## 6 **Communication du Bourgmestre sur les mesures adoptées suite à la pandémie**

Pour faire face aux circonstances sanitaires actuelles et suite aux décisions prises par les autres niveaux de pouvoirs, la commune d'Auderghem a pris un ensemble de mesures, dans le cadre de ses propres

compétences.

### **Mesures visant le personnel :**

- mise en place d'une tournante obligatoire dans des fonctions sensibles entre le-la titulaire principal-e et son-sa back up et tournante de disponibilité dans les services Population et à la Voirie ainsi qu'au profit des personnes à risques et celles qui doivent obligatoirement prendre les transports en commun aux heures de pointe;
- accentuation du télétravail au profit des personnes à risques et celles qui doivent obligatoirement prendre les transports en commun aux heures de pointe;
- déplacement des heures d'arrivée et de départ ou suppression du travail en binôme dans les fonctions où c'est possible;
- information sur les départs et retours hors de Belgique.

### **Communication externe :**

- Actualisation intensive du site internet de la commune et de sa page Facebook pour relayer les mesures prises par les autorités de tout niveau, les communiqués de presse et les textes officiels ;
- Distribution d'un toute-boîte à la population à propos d'une aide financière mise en place conjointement par la commune et par le CPAS ;
- Activation pendant les heures d'ouverture de l'administration d'un numéro vert 0800/35.179 à disposition de la population ;
- Promotion des prises de rendez-vous pour les services délivrés par la Population, l'État-Civil et le service des Étrangers ;

### **Economie – Commerce – aides sociales :**

- Maintien des mesures prises avant la deuxième vague en ce compris le remboursement de la part communale du précompte immobilier pour les commerçants ;
- Maintien des mesures d'aides aux personnes prises avant la deuxième vague, en ce compris la possibilité de solliciter les aides directement via un numéro vert ;
- Mise en place d'une action conjointe entre la commune et le CPAS pour venir en aide aux personnes qui ont eu à subir une perte de revenus ;
- Autorisation pour les commerces de nuit d'ouvrir à partir de 14.00 tant que l'obligation de fermer à 20.00 est maintenue;
- Suspension de la perception des taxes frappant les établissements et commerçants dont la fermeture est ordonnée par l'autorité fédérale, régionale ou communale
- Campagne de visibilité des commerçants : capsules vidéo diffusées sur la page Facebook de la commune.
- Recensement des initiatives take-away sur le site internet de la commune.

### **Enseignement – Petite enfance :**

- Organisation de garderies pour les enfants sans moyen d'accueil pendant la prolongation du congé d'automne ;
- Engagement de 4 maîtres de remédiation (1 par école) ;
- Réunion de concertation entre les enseignant-es de remédiation afin de créer une stratégie

commune aux 4 écoles ;

- Mise en place d'une stratégie de suivi pédagogique à distance en cas de reconfinement ;
- Possibilité offerte aux parents d'enfants inscrits en crèche de ne pas respecter la fiche de présence mensuelle sans devoir produire de justificatif et sans être facturés en cas d'absence de l'enfant ;

### **Sport – Culture :**

- Ouverture des vestiaires des centres sportifs ;
- Annulation de toutes les manifestations programmées par la commune et par les asbl communales et paracommunales qui rassemblent des personnes dans des lieux fermés, et notamment les propriétés communales, de même que toute manifestation et événement sur l'espace public pour lesquelles une autorisation communale est requise;
- Remboursement des locations d'infrastructures fermées aux clubs sportifs;
- Autorisation des stages et activités sportives pour les enfants de moins de 13 ans dans l'ensemble des infrastructures sportives de la commune ;
- Adaptation des modalités d'accès aux bibliothèques et à la ludothèque ;
- Gel du loyer à percevoir par l'Association Artistique d'Auderghem ;
- Adaptation des modalités d'accès aux ateliers d'artistes de Rouge-Cloître ;

### **Urbanisme – Environnement :**

- Application des mesures sanitaires dans l'organisation des commissions de concertation ;

### **Vie politique :**

- Signature électronique des documents du Collège et du Conseil ;
- Tenues des réunions de manière virtuelle ;

### **Autres mesures :**

- Mise à disposition du Penthouse de la Maison communale pour l'organisation de collectes de sang exceptionnelles par la Croix-Rouge d'Auderghem ;
- Travaux dans l'entrée de la Résidence Reine Fabiola (sas) ;
- Organisation de la première Assemblée des Habitants en 100% virtuel ;
- Ouverture d'un centre de dépistage de la COVID-19 à la Maison communale.

---

## **Mededeling van de Burgemeester betreffende de maatregelen genomen ten gevolge van covid 19**

---

### **7 Conseil communal - règlement d'ordre intérieur - modifications**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 85, 91 et 100bis ;

Considérant ce qui suit :

L'ordonnance du 24.10.2020 modifiant la Nouvelle loi communale en vue d'assurer en cas de force

majeure la tenue de réunions à distance du conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs autorise la tenue de séances virtuelles du conseil communal et laisse au conseil le soin de prévoir les modalités de vote au scrutin secret.

La commune d'Auderghem utilise depuis juin 2012 la plateforme BOS développée par le CIRB pour la gestion des séances du Conseil et du Collège. Via ce système, le CIRB a développé une fonctionnalité permettant d'opérer un vote à scrutin secret. Via ce système, ni les membres du Conseil communal ni les gestionnaires de séances ne peuvent connaître le vote émis par un conseiller.

DECIDE :

de modifier son règlement d'ordre intérieur par l'ajout d'un article 48bis

#### **Article 48bis**

Lors des séances virtuelles du Conseil communal, les votes au scrutin secret sont exprimés au moyen de l'outil de gestion des séances.

La présente délibération sera envoyé in extenso à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

---

### **Gemeenteraad - huishoudelijk reglement - wijzigingen**

*1 annexe / 1 bijlage*

*moniteur\_202043469.pdf*

---

#### **8 BRUTELE - Assemblée générale ordinaire du 15.12.2020 - Vote sur l'ensemble des points mis à l'ordre du jour**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123, 8° et 270 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;

Considérant que l'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionnariat ;

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD) sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;

Vu l'Arrêté du gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°32 en vertu duquel la commune peut être représentée sans avoir de délégué physiquement présent pour autant qu'elle envoie une copie de la délibération du Conseil communal sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale et qu'elle précise qu'elle ne désignera aucun délégué ;

Vu l'e-mail du 13.11.2020 de l'intercommunale BRUTELE par lequel celle-ci informe la commune de la tenue d'une assemblée générale ordinaire en date du 15.12.2020 ;

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de ladite intercommunale du 15.12.2020 ;

DECIDE

Article 1

De voter comme suit pour chacun des points mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 15.12.2020, à savoir :

1. Évaluation annuelle du plan stratégique - XX votes POUR ; XX votes CONTRE ; XX

## ABSTENTIONS

2. Rapport du comité de rémunération - XX votes POUR ; XX votes CONTRE ; XX ABSTENTIONS

### Article 2

De désigner Monsieur Matthieu Pillois comme délégué à l'assemblée générale.

### Article 3

D'envoyer la présente délibération au siège social de la société.

---

## **BRUTELE - Gewone algemene vergadering van 15.12.2020 - Stemming over alle agendapunten**

### DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikelen 117, 123, 8° en 270;

Gelet op de wet van 22.12.1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 13.02.2014 betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales;

Overwegende dat artikel 2, § 1 van het samenwerkingsakkoord van 13.02.2014 betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales het recht toepasselijk maakt van het gewest waaronder de aandeelhouders vallen die samen het grootste deel van de publiekrechtelijke aandeelhouders vormen;

Dat in het geval van de intercommunale BRUTELE het Wetboek van plaatselijke democratie en centralisatie (Code de la démocratie locale et de la décentralisation, hierna 'CDLD') volledig van kracht is ten opzichte van de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die dus onder het Waalse recht blijken te vallen, hoewel ze buiten het grondgebied van het Waalse gewest gelegen zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse regering inzake bijzondere bevoegdheden nr. 32 op grond waarvan de gemeente zich kan laten vertegenwoordigen zonder dat er een afgevaardigde fysiek aanwezig is, op voorwaarde dat zij een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad over de agendapunten van de algemene vergadering opstuurt en dat zij specificeert dat zij geen afgevaardigde zal benoemen;

Gelet op de e-mail van 13.11.2020 van de intercommunale BRUTELE waarmee ze de gemeente ervan op de hoogte brengt dat er op 15.12.2020 een gewone algemene vergadering zal worden gehouden ;

Gelet op de agenda van de gewone algemene vergadering van deze intercommunale van 15.12.2020;

### BESLIST

#### Artikel 1

Als volgt te stemmen met betrekking tot alle agendapunten van de gewone algemene vergadering van de intercommunale BRUTELE van 15.12.2020, met name:

1. Jaarlijkse evaluatie van het strategisch plan - XX stemmen vóór; XX stemmen tegen; XX onthouding
2. Verslag van het compensatiecomité - XX stemmen vóór; XX stemmen tegen; XX onthouding

#### Artikel 2

de Heer Matthieu Pillois als afgevaardigde op de algemene vergadering te benoemen.

#### Artikel 3

deze beraadslaging naar de zetel van de vennootschap te sturen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convocation-Ordre du jour et rapports AG du 15 décembre 2020.pdf*

---

## 9 **VIVAQUA - désignation d'un administrateur**

### LE CONSEIL,

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales ;

Vu les statuts sociaux de l'intercommunale VIVAQUA, l'article 20 ;  
Revu sa délibération 002/24.10.2019/A/0007 portant "VIVAQUA - désignation d'un administrateur"  
Considérant ce qui suit :

Le 04.11.2020, Monsieur Didier Molders a démissionné de son mandat d'administrateur au sein de l'intercommunale VIVAQUA.

Un mandat d'administrateur est à pourvoir.

Un appel à candidature a été lancé le 05.11.2020.

Un acte de candidature a été reçu :

- 09.11.2020 - Monsieur Michel Blampain, né le 14.06.1968, domicilié 20 avenue des Martinets à 1160 Auderghem

#### DÉCIDE

de désigner Monsieur Michel Blampain comme administrateur au sein de l'intercommunale VIVAQUA.

La présente délibération sera transmise, d'une part sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale, et d'autre part in extenso à VIVAQUA et à l'intéressé.

---

#### VIVAQUA - Aanwijziging van één bestuurder

#### DE RAAD,

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales ;

Gelet op de maatschappelijke statuten van de intercommunale VIVAQUA, artikel 20

Herzien zijn beraadslaging 002/24.10.2019/A/0007 houdende "VIVAQUA - Aanwijziging van één bestuurder"

Gezien het volgende:

Op 04.11.2020 nam de heer Didier Molders ontslag als bestuurder van de intercommunale VIVAQUA.

Een mandaten van bestuurder moet worden ingevuld.

Op 05.11.2020 werd een oproep tot het indienen van aanvragen gelanceerd.

Er werd één aanvraag ontvangen namens:

- 09.11.2020 - de Heer Michel Blampain, geboren op 14.06.1968, wonende Steenzwaluwenlaan 20 te 1160 Oudergem

#### BESLUIT

de Heer Michel Blampain te benoemen tot bestuurder bij de Intercommunale VIVAQUA.

Deze beraadslaging zal, enerzijds in de vorm van een bondige uiteenzetting, overgemaakt worden aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds in extenso aan VIVAQUA en aan de betrokkene.

*1 annexe / 1 bijlage*

*MOLDERS\_Lettre démission mandats.pdf*

---

## Espace Public - Publieke Ruimte

- 10 **Conventions relatives aux modalités de la mise à disposition d'une première subvention de la Région pour l'acquisition de station de réparation vélos ainsi que d'une seconde relative à l'acquisition de boxes à vélos**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 ;

Vu l'opportunité de pouvoir bénéficier d'un premier subside de 19.027,25 € en vue d'acquérir des stations de réparations vélos et d'un second subside de 31.199,85 € en vue d'acquérir des boxes à vélos en espace public ;

DECIDE :

D'approuver les termes des deux conventions ci-annexées qui régissent les modalités d'octroi de ces deux subsides provenant de la Région de Bruxelles-Capitale

---

**Overeenkomst met betrekking tot de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling van een eerste subsidie van het Gewest voor de aankoop van herstelpunten voor fietsen alsook een tweede subsidie voor de aankoop van fietsboxen**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de artikels 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ;

Gezien de opportuniteit om een eerste subsidie te verkrijgen van 19.027,25 € voor de aankoop van herstelpunten voor fietsen en een tweede subsidie van 31.199,85 € voor de aankoop van fietsboxen op de openbare ruimte ;

BESLIST :

- om de 2 overeenkomsten , als bijlage, die de modaliteiten opstelt voor de terbeschikkingstelling van deze 2 subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Convention NL station de réparation vélos.pdf, Convention FR station de réparation vélos.pdf, Convention NL boxes à vélos.pdf, Convention FR boxes à vélos.pdf*

---

## **Sport - Sport**

**11 Convention de collaboration entre la RSCA FOUNDATION Constant Vanden Stock et l'Administration communale d'Auderghem en vue d'organiser des entraînements de football pour les jeunes de 10 à 14 ans socialement défavorisés du 15 septembre 2020 au 15 juin 2022.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De signer la convention ci-annexée qui régit collaboration entre la RSCA FOUNDATION Constant Vanden Stock et l'Administration communale d'Auderghem en vue d'organiser des entraînements de football du 15 septembre 2020 au 15 juin 2022 pour les jeunes de 10 à 14 ans socialement défavorisés.

---

**Samenwerkingsovereenkomst tussen de RSCA FOUNDATION Constant Vanden Stock en de Gemeentebestuur van Oudergem om voetbaltrainingen voor jongeren van 10 tot 14 jaar of kansarme personen te organiseren van 15 september 2020 tot 15 juni 2022.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet

BESLIST:

Om de bijgevoegde overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de RSCA FOUNDATION

## Prévention - Preventie

### 12 **Plan local de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem 2020 : convention, déclaration de créance (avance 60 %) et budget prévisionnel.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 28 mai 2015 créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 92 à 95 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2020 accordant une subvention globale de 27.568.327 euros aux Communes dans le cadre de la prolongation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour l'année 2020 ;

Une subvention d'un montant de 659.528 € est allouée à la Commune d'Auderghem afin de couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à la mise en place de différents projets qui font partie intégrante de la convention. Ce montant correspond au montant octroyé dans le cadre du PBPP pour l'année 2019 diminué des montants octroyés dans le cadre de la lutte contre le décrochage (à charge du subside de Perspective Bruxelles depuis 2020).

Cette subvention est octroyée aux fins de mettre en oeuvre les actions qui sont inscrites dans le Plan Local de Prévention et de Proximité, permettant ainsi aux communes de répondre aux priorités établies par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale : prévention de la polarisation et lutte contre la radicalisation, présente visible et rassurante dans les espaces publics ce compris les transports en commun, médiation des conflits dans les espaces publics et prévention et lutte contre les assuétudes.

Les Plans Locaux 2016-2019 sont prolongés d'un an (2020).

La Convention "Plan Local de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem 2020" , la déclaration de créance relative au versement de l'avance de 60 % (395.716,8 €) ainsi que le budget prévisionnel ont été soumis à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17 novembre 2020 ;

DECIDE

d'approuver le Plan Local de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem 2020 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem, ce plan comprenant la convention, la déclaration de créance et le budget prévisionnel.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidiaires.

---

### **Plaatselijk Preventie-en Buurtplan van de Gemeente Oudergem 2020 : overeenkomst, schuldvoordering (voorschot 60 %) en geraamd budget.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 28 mei 2015 tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht ;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 92 tot 95 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2020 tot toekenning van een subsidie van 27.568.327 euro aan de gemeenten in het kader van de verlenging van het Brussels Preventie- en Buurtplan voor het begrotingsjaar 2020 ;

Een subsidie van een totaalbedrag van 659.528 euro wordt aan de gemeente Oudergem toegekend om de kosten van de invoering van talrijke projecten gedeeltelijk of volledig te dekken, die volledig deel uitmaken van deze overeenkomst.

De toegekende bedrag voor het begrotingsjaar 2020 stemmen overeen met de bedrag die werd toegekend in het kader van het BBPP voor het begrotingsjaar 2019, verminderd met de bedragen die werden toegekend in het kader van de bestrijding van schooluitval (ondersteund door Perspective Brussels sinds 2020).

Die subsidie wordt toegekend om de acties uit te voeren die zijn opgenomen in de Lokale Buurt- en Preventieplan waardoor laten de gemeenten toe om te beantwoorden aan de preventieprioriteiten die door de Brusselse Hoofdstedelijk Regering zijn bepaald : voorkomen van polarisering en bestrijd van radicalisering, zichtbare et geruststellende aanwezigheid in de openbare ruimte met inbegrip van het openbaar vervoer, conflictbemiddeling in openbare ruimten en preventie en bestrijding van verslavingen.

Deze lokale Plannen 2016-2019 worden met een jaar verlengd (2020).

De Overeenkomst "Plaatselijk Preventie-en Buurtplan van de Gemeente Oudergem 2020", de schuldvordering met betrekking tot de betaling van het voorschot van 60 % (395.716,8 €) en het geschatte budget werden door het College van Burgemeester en Schepenen op 17 november 2020 goedgekeurd ;

**BESLIST**

het Plaatselijk Preventie-en Buurtplan 2020 van de gemeente Oudergem tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem goed te keuren, dit plan omvat de overeenkomst, de schuldvordering en het geraamde budget.

Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*DC avance 2020.doc, Auderghem\_PbPPP20\_ConvNL.pdf, Auderghem\_PbPPP20\_ConvFR.pdf,*

*Notification\_PbPPP20\_Auderghem-1.pdf, 20.07.16 - PbPP 2020 - arrêté cc.pdf, Budget prévisionnel PLPP 2020 - personnel.xlsx*

---

### 13 **Perspective Brussels - Subvention complémentaire : Convention et déclaration de créance (1ère tranche de 20 %).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2020 relatif à l'octroi de subventions aux communes bruxelloises pour un montant de 1.500.000 € en vue de financer un équivalent temps plein au sein des services communaux de prévention du décrochage scolaire en vue de mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire pour la période allant du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022 ;

Le montant octroyé à la Commune d'Auderghem s'élève à 78.947 € (tel que mentionné dans l'annexe de l'Arrêté susmentionné) ;

Cette subvention est octroyée aux fins de prendre en charge :

- les frais de personnel liés au recrutement d'un équivalent temps plein au sein du service communal de prévention du décrochage scolaire pour la période allant du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022 ;
- les frais de fonctionnement relatifs à ce recrutement pour un montant maximum de 5% du total de la subvention.

L'équivalent temps plein est affecté au sein du service communal de prévention du décrochage scolaire ; ses missions sont répertoriées dans l'Arrêté susmentionné.

Les communes sont autorisées à mettre en oeuvre les actions prévues avant la date de signature de présent Arrêté, soit à partir du 1er septembre 2020.

La subvention sera liquidée en 3 tranches :

- Une première tranche de 20 % du montant de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance transmise pour le 15/12/2020 au plus tard ;
- Une deuxième tranche de 40 % sera liquidée après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 1er septembre 2020 au 30 août 2021 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance transmise pour le 15/11/2021 ;
- Le solde sera liquidé après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022, et des pièces justificatives y relatives à transmettre pour le 1er septembre 2022.

La Convention et la déclaration de créance relative au versement de la 1ère tranche de 20 % (15.789,40 €) ont été soumises à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17 novembre 2020 ;

DECIDE

d'approuver la Convention et la déclaration de créance du montant de la 1ère tranche de 20 % (15.789,40 €) relatives au subside complémentaire octroyé par Perspective Brussels en vue de financer un équivalent temps plein au sein du service communal de prévention du décrochage scolaire en vue de mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire pour la période allant du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022. La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidants.

---

### **Perspective Brussels - Complémentaire Subsidie : Overeenkomst en schulvordering (1ste schijf van 20 %).**

DE RAAD,

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2020 betreffende de toekenning van subsidies aan de Brusselse Gemeenten ten belope van 1.500.000 € voor de financiering van een voltijdsequivalent binnen de gemeentelijke diensten voor de preventie van schooluitval met het oog op de uitvoering van acties ter bestrijding van schooluitval voor de periode van 1 september 2020 tot 30 juni 2022 ;

Het toegekende bedrag aan de Gemeente Oudergem is 78.947 € (zoals vermeld in de bijlage bij dit Besluit) ;

Deze subsidie wordt toegekend ter financiering van :

- de personeelskosten in verband met de aanwerving van een voltijdsequivalent in de gemeentelijke dienst voor de preventie van schooluitval voor de periode van 1 september 2020 tot en met 30 juni 2022 ;
- de wervingskosten in verband met deze aanwerving voor een maximumbedrag van 5% van de totale subsidie.

Het voltijdsequivalent wordt toegewezen aan de gemeentelijke dienst voor de preventie van schooluitval ; zijn opdrachten worden vermeld in dit Besluit.

De Gemeenten zijn gemachtigd om de geplande acties uit te voeren voor de datum van de ondertekening van dit Besluit, dus vanaf 1 september 2020.

De subsidie wordt in 3 schijven betaald :

- Een eerste schijf van 20 % van het bedrag van de subsidie tegen overlegging van een schulvordering gestuurd uiterlijk op 15/12/2020 ;
- Een tweede schijf van 40 % van het bedrag van de subsidie zal worden betaald na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 september 2020 tot 30 augustus 2021 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schulvordering die uiterlijk op 15/11/2021 wordt gericht ;
- Het saldo zal worden uitgekeerd na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 september 2021 tot 30 juni 2022 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schulvordering die uiterlijk op 01/09/2022 wordt gericht.

De Overeenkomst en de schulvordering met betrekking tot de betaling van de eerste schijf van 20 % (15.789,40 €) ont été soumises à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17

novembre 2020 werden door het College van Burgemeester en Schepenen op 17 november 2020 goedgekeurd.

#### BESLIST

De Overeenkomst en de schulvordering met betrekking tot de betaling van de eerste schijf van 20 % (15.789,40 €) in het kader van de complementaire subsidie toegekend door Perspective Brussels voor de financiering van een voltijdsequivalent binnen de gemeentelijke diensten voor de preventie van schooluitval met het oog op de uitvoering van acties ter bestrijding van schooluitval voor de periode van 1 september 2020 tot 30 juni 2022 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*courrier Auderghem.pdf, DC avance 2020.doc, convention Auderghem\_NL.pdf, convention Auderghem\_FR.pdf, Arrêté copie conforme.pdf*

---

## Diversité et égalité des chances - Diversiteit en gelijke kansen

### 14 Groupe de travail sur l'égalité des genres - règlement d'ordre intérieur

LE CONSEIL,

Revu sa délibération 002/20.02.2020/A/0010 portant Motion contre les violences et discriminations faites aux femmes et pour la reconnaissance du féminicide

Considérant ce qui suit :

Par l'adoption de cette motion, la commune a pris l'initiative de signer la Charte Européenne pour l'Égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. La charte a été signée en mars 2020.

La motion comprenait également la création d'un groupe de travail dont la tâche est de promouvoir et de concrétiser la coopération entre la commune et les partenaires des secteurs public et privé et de la société civile.

DECIDE

de doter le groupe de travail sur l'égalité des genres d'un règlement d'ordre intérieur libellé comme suit :

#### **Chapitre 1 : Dispositions générales**

##### Article 1 : Établissement

À l'initiative du conseil communal d'Auderghem, un groupe de travail sur l'égalité des genres est mis en place. L'objectif de ce règlement d'ordre intérieur est de définir plus précisément l'organisation et la méthode de travail du groupe de travail "Égalité des genres" de la commune d'Auderghem.

##### Article 2 : Contexte

Le 20 février 2020, le conseil communal a adopté une motion contre la violence et la discrimination envers les femmes et pour la reconnaissance du féminicide. Avec cette motion, la commune a pris l'initiative de signer la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. La charte a été signée en mars 2020. La Charte exige que la commune élabore et adopte un plan d'action sur l'égalité des genres dans un délai raisonnable (pas plus de deux ans) à compter de la date de signature, puis le mette en œuvre. En outre, la commune doit procéder à une large consultation avant d'adopter son plan d'action sur l'égalité des genres, et le diffusera largement après son adoption. Elle rendra également compte publiquement et régulièrement des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan.

##### Article 3 : Missions

Le groupe de travail sur l'égalité des genres a les tâches suivantes :

- Coopération et échange d'informations

La tâche du groupe de travail est de promouvoir et de concrétiser la coopération entre la commune et les partenaires des secteurs public et privé et de la société civile. Cette coopération favorisera une plus grande égalité entre les femmes et les hommes dans tous les aspects de la vie. En outre, des informations mutuelles seront échangées sur les activités ou projets actuels et futurs dans le contexte de l'égalité des genres et de la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

- Plan d'action communal sur l'égalité des genres

Fournir des conseils pour l'élaboration du plan d'action communal pour l'égalité des genres. Ce plan d'action définira les objectifs et les priorités de la commune, les mesures à prendre et les ressources à allouer à cette fin. Le plan présentera également le calendrier proposé pour sa mise en œuvre. Le groupe de travail suivra et évaluera également la mise en œuvre du plan d'action communal sur l'égalité des genres.

## **Chapitre 2 : Fonctionnement et composition**

### **Article 4 : Fonctionnement**

L'égalité entre les femmes et les hommes est un vaste thème dans lequel différents sujets peuvent s'inscrire. Outre la politique générale, on peut distinguer des thèmes spécifiques tels que la violence fondée sur le genre, la violence domestique, les familles monoparentales, l'égalité des genres dans le sport, ... En outre, des groupes cibles très différents sont concernés. Cela ne concerne pas seulement les groupes d'intérêt ou les associations de victimes ; les clubs sportifs, les associations de jeunes, les organisations de personnes âgées, les écoles, ... tous sont en contact avec le thème de l'égalité des genres dans leur travail.

Pour cette raison, le groupe de travail travaillera sur deux pistes :

- Le groupe de travail ordinaire comprend un petit noyau de membres qui sont étroitement impliqués dans la politique d'égalité des genres.
- Le groupe de travail extraordinaire comprend un vaste réseau de parties prenantes qui, par leur travail, entrent en contact avec un ou plusieurs aspects partiels spécifiques du thème de l'égalité des genres.

Le groupe de travail ordinaire examine l'approche générale de l'égalité des genres dans la commune et tient régulièrement des réunions de travail. En outre, le groupe de travail ordinaire organise au moins une fois par an une réunion thématique à laquelle les membres du groupe de travail extraordinaire sont invités. Le groupe de travail ordinaire établit le calendrier et le contenu des réunions thématiques.

### **Article 5 : Membres ordinaires**

Les membres ordinaires du groupe de travail sont :

- L'échevin chargé de la diversité et de l'égalité des chances;
- Le président du CPAS;
- Un maximum de deux conseillers communaux par groupe politique représenté au conseil communal ;
- Un représentant des services de police ;
- Un représentant du CPAS ;
- Un représentant de la maison de la prévention ;
- Le coordinateur de la diversité de la commune ;
- Trois représentants de groupes d'intérêt actifs dans le domaine de l'égalité des genres qui ont un département ou un siège ou une grande partie de leurs activités sur le territoire de la commune ;

### **Article 6 : Membres extraordinaires**

Les membres extraordinaires du groupe de travail sont :

- Un représentant de chaque association active sur le territoire d'Auderghem qui a accepté l'invitation à participer.

#### Article 7 : Présidence, vice-présidence et secrétariat

Le groupe de travail "Égalité des genres" est présidé par l'échevin chargé de la diversité et de l'égalité des chances ou, en l'absence de celle-ci, par le vice-président. Le groupe de travail élit un vice-président et un secrétaire parmi ses membres.

### **Chapitre 3 : Réunions du groupe de travail**

#### Article 8 : Invitations

Le président envoie l'invitation

1. soit selon le calendrier établi par le groupe de travail au début de l'année et fixant un minimum d'une réunion par semestre ;
2. soit à la demande motivée d'un des membres ordinaires, indiquant qu'il est opportun de tenir une réunion.

Les invitations sont envoyées 15 jours calendrier avant la réunion, sauf en cas d'urgence ou d'imprévu. Ils indiquent l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion.

Les invitations aux réunions sont envoyées par courrier électronique à tous les membres.

#### Article 9 : Ordre du jour

L'ordre du jour est établi par le président en regroupant les points demandés par les membres ordinaires. L'ordre du jour contient toujours les points :

- approbation de l'ordre du jour
- approbation du projet de procès-verbal de la séance précédente

#### Article 10 : Délibération

Le groupe de travail délibère selon la règle du consensus. En l'absence de consensus, toute décision, malgré tous les efforts déployés pour y parvenir, est prise à la majorité simple des membres ordinaires, sans tenir compte des abstentions.

Dans ce cas, chaque membre ordinaire dispose d'une voix.

#### Article 11 : Rapports

Un procès-verbal succinct est établi pour chaque réunion du groupe de travail, dont le projet est préparé par le secrétaire désigné par le groupe de travail.

Le projet de procès-verbal est soumis aux membres ordinaires pour approbation lors de la prochaine réunion du groupe de travail.

### **Chapitre 4 : Disposition finale**

#### Article 11 : Approbation

Ces conditions ont été adoptées par le conseil communal lors de sa réunion du 26 novembre 2020.

---

## **Werkgroep gendergelijkheid - Huishoudelijk reglement**

DE RAAD,

Herzien de beraadslaging 002/20.02.2020/A/0010 over de motie tegen geweld en discriminatie van vrouwen en voor de erkenning van feminicide.

Overwegende wat volgt :

Met de goedkeuring van deze motie heeft de gemeente het initiatief genomen om het Europees Handvest voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in het lokale leven te ondertekenen. Het charter is in maart 2020 ondertekend.

De motie omvatte ook de oprichting van een werkgroep die tot taak heeft de samenwerking tussen de gemeente en de partners uit de openbare en de particuliere sector te bevorderen en uit te voeren.

BESLUIT

het huishoudelijke reglement van de werkgroep “Gendergelijkheid” goed te keuren

## **Hoofdstuk 1: Algemene bepalingen**

### **Artikel 1: Oprichting**

Op initiatief van de Gemeenteraad van Oudergem wordt een werkgroep “Gendergelijkheid” opgericht. Dit huishoudelijk reglement heeft tot doel de organisatie en de werkwijze van de werkgroep "Gendergelijkheid" van de gemeente Oudergem nader te omschrijven.

### **Artikel 2: Context**

Op 20 februari 2020 heeft de gemeenteraad een motie tegen geweld en discriminatie van vrouwen en voor de erkenning van feminicide goedgekeurd. Met deze motie heeft de gemeente het initiatief genomen om het Europees Handvest voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in het lokale leven te ondertekenen. Het charter is in maart 2020 ondertekend. Het handvest verplicht de gemeente om binnen een redelijke termijn (niet meer dan twee jaar) na de datum van ondertekening een actieplan voor gendergelijkheid op te stellen en goed te keuren en dit vervolgens uit te voeren. Bovendien moet de gemeente breed overleg plegen voordat zij haar actieplan voor de gendergelijkheid goedkeurt, en zal zij het na de goedkeuring ervan het op grote schaal verspreiden. Zij zal ook regelmatig publiekelijk verslag uitbrengen over de vooruitgang die bij de uitvoering van het plan is geboekt.

### **Artikel 3: Opdrachten**

De Werkgroep Gendergelijkheid heeft volgende opdrachten :

Samenwerking en informatie-uitwisseling

De werkgroep heeft als opdracht de samenwerking tussen de gemeente en partners uit de publieke en private sector en uit het maatschappelijk middenveld te bevorderen en concreet vorm te geven. Deze samenwerking zal een grotere gelijkheid van vrouwen en mannen in alle aspecten van het leven bevorderen. Bovendien zal wederzijdse informatie uitgewisseld worden over lopende en toekomstige activiteiten of projecten in het kader van gendergelijkheid en de strijd tegen geweld tegen vrouwen.

Gemeentelijk actieplan gendergelijkheid

Advies verstrekken voor het opstellen van het gemeentelijk actieplan voor gendergelijkheid. In dit actieplan zullen de doelstellingen en prioriteiten van de gemeente, de maatregelen die worden genomen en de middelen die hiervoor worden toegewezen, worden uiteengezet. In het plan zal ook het voorgestelde tijdschema voor de uitvoering ervan worden gepresenteerd. De werkgroep zal tevens de uitvoering van het gemeentelijk actieplan gendergelijkheid opvolgen en evalueren.

## **Hoofdstuk 2: Werking en Samenstelling**

### **Artikel 4: Werking**

Gelijkheid tussen vrouwen en mannen is een ruim thema waaronder verschillende onderwerpen kunnen vallen. Naast het algemene beleid kunnen specifieke thema's zoals gendergerelateerd geweld, huiselijk geweld, eenoudergezinnen, gendergelijkheid binnen de sport, ... onderscheiden worden. Daarnaast zijn erg uiteenlopende doelgroepen betrokken. Het gaat hierbij niet alleen om belangenorganisaties of slachtofferverenigingen; ook sportclubs, jeugdverenigingen, seniorenorganisaties, scholen, ... komen in hun werking allemaal in contact met het thema gendergelijkheid.

Om die reden zal de werkgroep op twee sporen werkzaam zijn:

- De gewone werkgroep bevat een kleine kern van leden die nauw betrokken zijn bij het beleid rond gendergelijkheid
- De buitengewone werkgroep omvat een ruim netwerk van belanghebbenden die door hun werking in contact komen met een of meerdere specifieke deelaspecten van het thema gendergelijkheid.

De gewone werkgroep buigt zich over de algemene benadering van gendergelijkheid in de gemeente en houdt op regelmatige basis werkvergaderingen. Bovendien organiseert de gewone werkgroep minstens een keer per jaar een themavergadering waarop de leden van de buitengewone werkgroep worden uitgenodigd. De gewone werkgroep stelt de kalender en inhoud van de themavergaderingen op.

### **Artikel 5: Gewone leden**

De gewone leden van de werkgroep zijn :

- De Schepen belast met diversiteit en gelijke kansen;
- De Voorzitter van het OCMW;

- Maximaal twee gemeenteraadsleden per politieke fractie vertegenwoordigd in de gemeenteraad;
- Een vertegenwoordiger van de politiediensten;
- Een vertegenwoordiger van het OCMW;
- Een vertegenwoordiger van het preventiehuis;
- De diversiteitscoördinator van de gemeente;
- Drie vertegenwoordigers van belangenorganisaties die actief zijn binnen het thema gendergelijkheid en die een afdeling of zetel of een groot deel van hun activiteiten op het grondgebied van de gemeente hebben;

#### Artikel 6: Buitengewone leden

De buitengewone leden van de werkgroep zijn :

- Een vertegenwoordiger van elke vereniging actief op het grondgebied van Oudergem die de uitnodiging tot deelname heeft aanvaard.

#### Artikel 7: Voorzitterschap, ondervoorzitterschap en secretariaat

De werkgroep Gendergelijkheid wordt voorgezeten door de schepen die belast is met Diversiteit en Gelijke Kansen of, bij afwezigheid van de schepen, door de ondervoorzitter. De werkgroep verkiest uit haar midden een ondervoorzitter en een secretaris.

### **Hoofdstuk 3: Werkgroepvergaderingen**

#### Artikel 8: Uitnodigingen

De voorzitter stuurt de uitnodiging uit

1. of volgens het tijdschema dat aan het begin van het jaar door de werkgroep is opgesteld en waarin een minimum van één vergadering per semester is vastgesteld;
2. of op een met redenen omkleed verzoek van een van de gewone leden, waaruit blijkt dat het aangewezen is een vergadering te houden.

De uitnodigingen worden, behalve in dringende of onvoorziene gevallen, 15 kalenderdagen voor de vergadering verzonden. Zij vermelden de agenda, de plaats, de datum en het tijdstip van de vergadering.

De uitnodigingen de vergaderingen worden per e-mail naar alle leden gestuurd.

#### Artikel 9: Agenda

De agenda wordt opgesteld door de voorzitter door de door de gewone leden gewenste punten bij elkaar te brengen. De agenda bevat altijd de punten:

- goedkeuring van de agenda
- goedkeuring van de ontwerpnotulen van de vorige vergadering

#### Artikel 10: Beraadslaging

De werkgroep beraadslaagt volgens de consensusregel. Bij gebrek aan consensus moet elk besluit, ondanks alle inspanningen om het te bereiken, worden genomen met een gewone meerderheid van stemmen van de gewone leden, waarbij geen rekening wordt gehouden met onthoudingen.

In dit geval heeft elk gewoon lid één stem.

#### Artikel 11: Verslagen

Voor elke vergadering van de werkgroep worden samenvattende notulen opgesteld, waarvan het ontwerp wordt opgesteld door de door de werkgroep aangewezen secretaris.

De ontwerpnotulen worden tijdens de volgende vergadering van de werkgroep ter goedkeuring aan de gewone leden voorgelegd.

### **Hoofdstuk 4: Slotbepaling**

#### Artikel 11: Vastlegging

Deze voorwaarden werden door de Gemeenteraad vastgesteld tijdens de zitting van 26 November 2020.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*uitnodiging+werkgroep.docx, HR\_werkgroep\_corr.docx, invitation+groupe+de+travail.docx, ROI\_groupe+de+travail\_corr.docx*

## Recette - Ontvangerij

### 15 Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Blankedelle - Exercice 2021 - Budget

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Notre-Dame du Blankedelle et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget 2021 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2021 se présente en équilibre, avec 29.559,42 € en recettes et en dépenses, dont une intervention communale de 4.215,00 € conformément aux articles 92 et 94 du Décret Impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques d'Eglise et à l'article 255-9° de la loi communale ;

Décide

d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2021 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Blankedelle.

La présente délibération sera transmise en quintuple exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

---

### Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Blankedelle - Dienstjaar 2021 - Begroting

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienssten;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Blankedelle en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2021;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2021 in evenwicht is, met 29.559,42 € in ontvangsten en in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 4.215,00 € overeenkomstig de artikelen 92 en 94 van de Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken en het artikel 255-9° van de nieuwe gemeentewet;

Beslist

een gunstig advies uit te brengen voor de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Blankedelle.

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Rapport - FE ND Blankedelle - Budget 2021.doc, FE ND du Blankedelle - Budget 2021.pdf*

---

### 16 Forum des Associations Solidaires d'Auderghem - Exercice 2019 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que le Forum des Associations Solidaires d'Auderghem nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2019;

Vu que cette association a bénéficié d'un subside de 15.000,00 € en 2019.

Décide

D'approuver le compte 2019 du Forum des Associations Solidaires d'Auderghem.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de

## **Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit – Dienstjaar 2019 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit ons zijn rekening van 2019 heeft overgemaakt

Overwegende dat deze vereniging in 2018 een gemeentelijke subsidie ontving van 15.000,00 €;

Beslist

De rekening van het dienstjaar 2019 van de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Forum des Associations Solidaires d'Auderghem - Compte & rapport de gestion 2019 .pdf, Rapport -*

*Forum des Associations Solidaires d'Auderghem - Compte 2019.doc*

---

## **Rémunérations - Bezoldigingen**

### **17 Modification du statut pécuniaire du personnel communal – Octroi aux agents communaux d'une prime unique de 500 € brut pour l'année 2020.**

LE CONSEIL,

Considérant les demandes formulées depuis de nombreux mois par les organisations syndicales représentatives d'une revalorisation salariale dans les pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant le caractère légitime de cette demande par les autorités locales ;

Considérant la détermination par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2020 à 2024 incluse, d'une courbe de croissance de moyens supplémentaires à consacrer aux communes pour ladite revalorisation salariale de leur personnel ;

Considérant que ces moyens pour l'année 2020 s'élèvent à 15 millions d'euros, lesquels doivent être liquidés aux communes encore en 2020 ;

Considérant que, la fin de l'année étant proche, ces moyens ne peuvent plus être traduits sous la forme d'une revalorisation barémique de sorte que le Comité de négociation C (Comité des services publics locaux), en sa réunion du 30 octobre 2020, a finalisé un accord sectoriel 2020/1 relatif à l'octroi en 2020 d'un montant de 500 € brut par membre du personnel exerçant ses activités à temps complet durant une période de référence déterminées;

Etant donné que le coût de l'octroi de la prime n'est pas pris intégralement en charge par la Région et que la Commune doit encore consentir un effort financier de 41789,62 €;

Considérant la circulaire du Ministère des pouvoirs locaux du 30 octobre 2020 ;

Considérant que le présent projet de délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives au niveau local et a fait l'objet du protocole conclu le ;

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-17/9283may, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'urgence,

Sur proposition du Collège échevinal ;

DECIDE

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante :

**Chapitre IV Dispositions transitoires.**

**Prime unique de 500 € brut pour l'année 2020.**

**Article 106**

A chaque membre du personnel à temps complet durant toute la période de référence, il est octroyé une prime unique d'un montant brut de 500 € (montant déjà indexé mais hors charges patronales).

Par période de référence, il y a lieu d'entendre la période s'écoulant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 septembre 2020 inclus.

**Article 107**

Par membre du personnel, il y a lieu d'entendre :

- Le personnel nommé à titre définitif ainsi que le personnel en stage préalablement à une nomination à titre définitif ;
- Le personnel engagé par contrat de travail, en ce compris les agents contractuels subventionnés (ACS) et les « articles 60 » du CPAS.

**Article 108**

N'entrent toutefois pas en ligne de compte pour l'octroi de la prime unique les membres du personnel :

- Enseignants dont le traitement est pris en charge, directement ou indirectement, par les Communautés française et flamande ;
- Dont la relation de travail a pris fin à la date du 30 octobre 2020, date de signature du protocole au sein du Comité de négociation C, hormis les membres du personnel pensionné ;
- Engagés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

**Article 109**

Pour le personnel non à temps plein durant toute la période de référence, le montant brut de la prime est calculé en référence aux modalités de proratisation applicables pour la prime de fin d'année (programmation sociale).

**Article 110**

La prime est versée au membre du personnel dans le courant du mois de décembre 2020 ou, à défaut, dans le courant du mois de janvier 2021.

**Article 111**

L'entrée en vigueur du présent règlement est conditionnée à l'adoption de l'ajustement du budget régional des dépenses pour l'année 2020 inscrivant les quinze million prévus pour cette mesure.

Copie de la présente délibération est adressée en urgence à Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale et au service « Gestion des ressources humaines ».

---

**Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Toekenning aan de gemeenteambtenaren van een eenmalige premie van 500 € bruto voor het jaar 2020.**

DE RAAD,

Overwegende dat de representatieve vakbondsorganisaties al meerdere maanden vragen om een herwaardering van de lonen in de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het rechtmatig karakter van dit verzoek van de plaatselijke besturen;

Overwegende de vaststelling door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2020 tot en met 2024, van een groeicurve van bijkomende middelen te besteden aan de gemeenten voor de genoemde herwaardering van de lonen van hun personeel;

Overwegende dat deze middelen voor het jaar 2020 15 miljoen euro bedragen en nog in 2020 aan de gemeenten moeten worden vereffend;

Overwegende dat, aangezien het einde van het jaar nadert, deze middelen niet meer kunnen worden omgezet in een weddeschaalverhoging zodanig dat het Onderhandelingscomité C (comité van de diensten plaatselijke besturen) op haar vergadering van 30 oktober 2020, een sectoraal akkoord 2020/1 heeft afgerond met betrekking tot de toekenning in 2020 van een bedrag van 500 € bruto per personeelslid dat voltijds werkt tijdens een bepaalde referentieperiode;

Aangezien de kosten van de toekenning van de premie niet volledig door het Gewest worden gedragen en de Gemeente nog een financiële inspanning van 41789,62 € moet leveren;

Gelet op de omzendbrief van 30 oktober 2020 van de Minister van Plaatselijke Besturen;

Overwegende dat dit ontwerp van beraadslaging ter onderhandeling werd voorgelegd aan de representatieve vakbondsorganisaties op plaatselijk niveau en waarop het protocol op betrekking heeft;

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, refert 17.04.97/A/023, houdende « nieuw geldelijk statuut van het gemeente personeel », beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, refert 002-97/9283mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de dingende noodzakelijkheid;

Op voorstel van het Schepencollege ;

**BESLIST:**

Zijn beraadslaging van 17 april 1997 houdende Sociaal Handvest – Nieuwe geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen :

#### **Hoofdstuk IV Overgangsregelingen.**

#### **Eenmalige premie van 500 € bruto voor het jaar 2020.**

##### **Artikel 106**

Aan elk voltijds personeelslid tijdens de volledige referentieperiode, wordt een eenmalige premie van een bruto bedrag van 500 € (reeds geïndexeerd bedrag maar exclusief werkgeversbijdragen) toegekend.

Onder referentieperiode dient te worden verstaan de periode van 1 januari 2020 tot en met 30 september 2020.

##### **Artikel 107**

Onder personeelslid dient te worden verstaan :

- Personeel dat vast benoemd is, evenals personeel dat stage loopt voorafgaand aan een vaste benoeming ;
- Personeel aangeworven met een arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen (GECO) en de “artikelen 60” van het OCNW.

##### **Artikel 108**

Komen echter niet in aanmerking voor de toekenning van de eenmalige premie, de personeelsleden :

- Die leerkracht zijn en van wie het loon, rechtstreeks of onrechtstreeks, wordt betaald door de Franse of de Vlaamse Gemeenschap;
- Van wie de arbeidsverhouding is geëindigd op 30 oktober 2020, datum van ondertekening van het protocol binnen het Onderhandelingscomité C, behalve de gepensioneerde personeelsleden ;
- Aangeworven vanaf 1 oktober 2020.

##### **Artikel 109**

Voor het personeel dat niet voltijds werkt gedurende de referentieperiode wordt het brutobedrag van de premie berekend volgens de modaliteiten van de proratisering van de eindejaarstoelage (sociale programmatie).

## **Artikel 110**

De premie wordt in de loop van de maand december 2020 of, bij gebreke daarvan, in de loop van de maand januari 2021 uitbetaald aan het personeelslid.

## **Artikel 111**

De inwerkingtreding van dit reglement wordt afhankelijk gemaakt van de goedkeuring van de aanpassing van de gewestelijke uitgavenbegroting voor het jaar 2020, waarin de vijftien miljoen die voor deze maatregel is voorzien, wordt opgenomen.

Afschrift van deze beraadslaging zal dringend worden overgemaakt aan de Heer Minister van de Plaatselijke Besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de dienst "personeelsbeleid".

---

## **Service Juridique - Juridische dienst**

### **18 Convention d'occupation pour un centre de tests Covid 19, rue Emile Idiers 12.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu la convention d'occupation à titre précaire,

Considérant qu'il s'agit d'une occupation à des fins d'intérêt général et que l'entretien et les réparations sont à charge des services communaux ;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention d'occupation entre la Commune d'Auderghem et la société civile à forme de sprl Labo Van Poucke pour l'exploitation d'un centre de tests Covid 19, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux.

---

### **Bewoningsovereenkomst voor de uitbating van een testcentrum Covid 19, Emile Idierrstraat 12**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder art. 117 en 232;

Overwegende de preciaire bezettingsovereenkomst;

Overwegende het een uitbating betreft voor openbaar nut en het verbruik en de herstelling ten laste zijn van de gemeente;

BESLIST :

in te stemmen met de bewoningsovereenkomst tussen de Gemeente Oudergem en de burgerlijke vennootschap onder de vorm van bvba Labo Van Poucke voor de uitbating van een testcentrum Covid 19, Emile Idierrstraat 12, 1160 Oudergem.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Centre de testing COVID\_périmètre d'occupation des locaux.jpg, CONTRAT - occupation centre de test.docx, CENTRE DE TESTS - atestation d'assurance.pdf, 201030-AUDCOM-WEBCONTENT-TESTINGCOVID (1).docx*

---

## **Secrétariat - Secretariaat**

19 **Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'accueil à la maison communale- report du 29/10/2020**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Chers Collègues,

Le mois dernier, le compte Facebook « Auderghem ma commune » a été agité par une petite polémique à propos de l'accueil à la maison communale. De nombreuses personnes ignoraient apparemment qu'il ne fallait plus prendre rendez-vous, ce qui créait des quiproquos. La consultation du site de la commune faisait apparaître que l'accès aux guichets était de nouveau libre, nous en convenons.

De nombreux citoyens ont aussi rebondi sur la qualité de l'accueil d'une manière générale – qualité qui est, disons, inégale selon les interlocuteurs – et sur le manque de convivialité des lieux.

Or, le soin apporté à l'accueil des citoyens figure en toutes lettres dans votre Déclaration de politique générale.

Nos questions sont les suivantes :

- De nombreuses communes disposent de bureaux privés et d'un système de ticketing et/ou de rendez-vous pour recevoir les demandeurs, des dispositifs qui améliorent nettement, nous semble-t-il, la relation entre les citoyens et leur administration. Est-il envisagé d'aménager les lieux pour donner davantage de « privacy » aux administrés ? Tout le monde n'a pas envie de s'entendre apostropher devant toute la salle « Oui mais Monsieur, finalement, vous êtes Belge ou vous êtes Slovaque ? » (exemple vécu parmi d'autres)
- Si c'est envisagé, est-ce à long terme (nouvelle maison communale) ou à court ou moyen terme (aménagement des locaux existants) ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

---

**Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de receptie in het gemeentehuis- uitstel van 29/10/2020**

---

20 **Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (LB) : subsides CPAS**

Monsieur le Président,  
Mesdames Messieurs les Echevins,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Cher(e)s Collègues,

Pour faire face à la crise sanitaire sans précédent que nous vivons, l'ensemble des CPAS se sont vus octroyés des subsides exceptionnels dans le but de faire face aux conséquences sociales de cette crise COVID 19 et de limiter dans la mesure du possible le risque d'endettement et de paupérisation.

Un subside "Covid-19" de 115 millions d'euros à destination des publics cibles des CPAS avait été octroyé par le fédéral via un arrêté royal du 3 juillet 2020. En outre, les moyens de fonctionnement avaient été revus à la hausse de 10 millions d'euros pour accompagner les familles vulnérables.

Le montant total des subsides régionaux octroyés par la COCOM a été fixé à 30.000.000,00 euros. D'autre part, la commune a également octroyé un subside exceptionnel au CPAS.

Ces subsides, qui s'élèvent pour le CPAS d'Auderghem à presque un million, concernent toutes les

personnes qui subissent les répercussions de la crise du COVID-19. Cette aide n'est donc pas limitée aux seuls bénéficiaires du droit à l'intégration mais s'adresse à toute personne reconnue par le CPAS comme étant en état de besoin après une analyse individuelle. Elle vise toute personne se trouvant dans une situation sociale difficile ayant perdu une partie de ses revenus et/ou de son pouvoir d'achat suite au COVID-19 et qui fait appel ou est éligible pour faire appel aux services publics relevant des missions du centre, sous quelle que forme que ce soit.

Ces subsides devaient être utilisés entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 décembre 2020. En sa séance du 6 octobre, le Parlement fédéral a décidé de prolonger le délai au 31 décembre 2021. En effet, les conséquences sociales et financière de cette crise ne sont pas derrière nous, que du contraire...

Je m'interroge dès lors sur plusieurs points :

- Le subside de 300.000€ attribué par la commune a-t-il également été prolongé au-delà de cette année ?
- Si tel est le cas, jusque quand celui-ci pourrait-il être utilisé ?
- La commune prévoit-elle un nouveau subside suite à la deuxième vague actuelle et où les conséquences ne se feront sentir que dans quelques mois ?
- Une campagne d'information a-t-elle été menée auprès des habitants en conséquence des subsides exceptionnels ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale - LB

---

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (LB): subsidies OCMW**

---

#### **21 Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalek (MR-Open VLD) à propos de la surveillance des Kiss&Ride**

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Chers Collègues,

Des emplacements Kiss&Ride sont installés devant les écoles de la commune et c'est une excellente chose. Il nous revient cependant de la part de certains parents d'élèves que ces emplacements sont régulièrement occupés par des voitures n'appartenant pas à des parents qui viennent conduire ou rechercher leurs enfants et stationnent donc plus longtemps qu'autorisé. Voire, dans certains cas, par des camionnettes de chantier. Il en découle évidemment une difficulté supplémentaire à l'heure du début et de la fin des cours et certains parents sont amenés à se garer eux-mêmes en situation difficile, ce qui est évidemment anormal.

Nos questions sont les suivantes :

- Comment le respect des emplacements Kiss&Ride est-il contrôlé ?
- La police effectue-t-elle des rondes régulièrement aux abords des écoles ? Si oui, avec quelle régularité ?
- Quel est le rôle/la compétence des gardiens de la paix dans ce domaine ?
- Si vous évoquez le manque d'effectifs dans votre réponse, ne serait-il pas possible de concentrer la surveillance aux heures d'arrivée et de départ des écoles et d'ainsi « couvrir » toutes les écoles sur une semaine ?

Nous vous remercions.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

---

**Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) over het toezicht van Kiss&Ride**

---

**22 Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos des repas scolaires dans les écoles communales**

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Chers Collègues,

Depuis janvier 2019, les repas scolaires pour les écoles communales d'Auderghem sont fournis par les cuisines bruxelloises.

Quelques mois après la mise en place de ce nouveau prestataire, les parents ont été amenés à compléter une enquête (papier) de satisfaction, aussi bien concernant les repas (il était demandé aux parents d'interroger leurs enfants) que concernant le système de commande en ligne et la facturation.

Les résultats de cette enquête n'ont pas été communiqués aux parents. Des parents ont posé la question à la direction et à l'association des parents, mais apparemment sans succès auprès du prestataire.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune dispose-t-elle des résultats de cette enquête ?
- Quelles en sont les constats, aussi bien positifs que négatifs ?
- Des améliorations/adaptations sont-elles éventuellement prévues ?
- Le taux de fréquentation des repas chauds est-il similaire à celui enregistré avec le précédent prestataire ?

Nous vous remercions.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

---

**Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) over schoolmaaltijden in gemeentelijke scholen**

---

**23 Question orale de Monsieur Marc Vandame (LB) à propos du nombre de vols de voiture à Auderghem**

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins

Chers Collègues,

Nous assistons pour le moment à une recrudescence des vols de voitures sur Auderghem.

C'est assez étonnant puisque les statistiques sont en baisse à peu près partout en Région bruxelloise, sauf à Auderghem, commune habituellement réputée tranquille.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Avez-vous connaissance de ces chiffres et avez-vous eu le temps de les analyser ?
- Quelles explications en tirez-vous ?
- Quelles actions envisagez-vous pour lutter contre cette augmentation?

Je vous remercie.  
 Marc Vandame  
 Conseiller communal

**Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (LB) over het aantal autodiefstallen in Oudergem**

24 **Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (LB) à propos du déménagement temporaire de la Justice de Paix d'Auderghem à Etterbeek**

Monsieur le Président,  
 Monsieur le Bourgmestre,  
 Mesdames et Messieurs les Echevins  
 Chers Collègues,

Le 21 septembre dernier paraissait au Moniteur Belge la décision du Ministre de la Justice, Monsieur Koen Geens, de transférer « temporairement » le siège de la Justice de Paix du canton d'Auderghem à Etterbeek. Pour rappel, en 2017, après un bras de fer de plus de 8 mois et une pétition qui avait rassemblé plus de 1.565 signatures, le Gouvernement fédéral faisait marche arrière et modifiait son projet de loi sur la réforme des cantons judiciaires. La Justice de Paix d'Auderghem ainsi que le bureau d'aide juridique était sauvé ! Le bourgmestre faisant fonction de l'époque appelait néanmoins à rester vigilant. Je le cite : "Nous avons gagné une bataille mais la Justice de Paix n'est que la partie émergée de l'iceberg. On nous a déjà supprimé les antennes locales des finances et de la police fédérale. Il est clair que le gouvernement fédéral poursuit une stratégie délibérée de détricotage de ses services de proximité".

Il semble donc que cet appel à la vigilance était de bon ton. Je ne peux dès lors que regretter fortement que le Gouvernement fédéral profite de la situation sanitaire actuelle pour supprimer un service de proximité essentiel pour la vie locale et la résolution des conflits à Auderghem.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Avez-vous été informé officiellement de ce déménagement « temporaire » de la Justice de Paix ?
- Avez-vous plus de précision sur le caractère « temporaire » de ce déménagement ?
- Quels actions comptez-vous prendre dans ce dossier pour rappeler l'importance pour les Auderghemois de bénéficier d'une justice de proximité ?

Je vous remercie.  
 Matthieu Pillois  
 Conseiller communal

**Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (LB) over de tijdelijke verplaatsing van het vrederegrecht van Oudergem naar Etterbeek**

25 **Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD)**

## à propos de l'Assemblée des Habitants d'Auderghem (Complémentaire)

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Chers Collègues,

Nous lisons avec intérêt que la première réunion de l'Assemblée des Habitants d'Auderghem s'est tenue le 12 novembre. C'est une initiative intéressante et novatrice, ce que nous tenons à saluer.

Nous aimerions cependant disposer de davantage d'informations sur la manière dont se déroule concrètement le processus, et ce d'autant plus que les élus sont par définition exclus de l'assemblée.

Nos questions sont les suivantes :

- Dans quel état d'esprit s'est déroulée la première réunion? Quels sont les thèmes abordés et quelles en sont les conclusions ? Quelles suites la majorité donnera-t-elle à cette première réunion ?
- Quels membres du collège y assistaient-ils et pourquoi ? La majorité serait-il d'accord d'inviter au moins un conseiller communal par parti politique en tant que simple observateur ?
- Quelles sont les prochaines dates des réunions à venir et quels thèmes seront abordés ?
- Quelles sont les prochaines étapes prévues pour assurer le retour d'information vers le Conseil communal ainsi que l'ensemble de la population ?

Nous vous remercions.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

---

### **Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) over de Assemblée van de inwoners (Aanvullend)**

---

#### **26 Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'accès des voitures au Rouge-Cloître (Complémentaire)**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Chers Collègues,

La presse (Sud Presse du 14 novembre 2020) s'est fait l'écho de l'impossibilité, dimanche 8 et mercredi 11 novembre, d'accéder en voiture au Rouge-Cloître. Selon vos déclarations, Monsieur le Bourgmestre, il s'agirait d'une initiative de la Région (Bruxelles-Environnement), et non de la commune ni de la zone de police.

Nous comprenons que le beau temps et le confinement ont incité de nombreux promeneurs à fréquenter le site. Nous comprenons aussi que la circulation est difficile dans ce secteur et qu'il faut éviter au maximum d'importants rassemblements de personnes.

Nous regrettons cependant que les promeneurs n'aient pas été avertis et qu'aucune solution de mobilité ne soit proposée aux moins valides qui souhaitent eux aussi profiter de la beauté des lieux. En effet, l'accès au Rouge-Cloître à pied est soit très pentu, soit très long si l'on a du mal à marcher.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle été informée de l'initiative de la Région ? A-t-elle pu donner son avis, qui était apparemment qu'il n'y avait pas de problème dans le secteur ?
- Si ni la commune ni la police n'ont été informées, ne faudrait-il pas envisager un autre mode de fonctionnement pour éviter que cette situation ne se reproduise ?

- A plus long terme, quelles solutions la commune envisage-t-elle pour répondre à une double question :
  - Comment régler le problème de la circulation automobile dans ces allées étroites et sur un parking aussi minuscule qu'inesthétique ?
  - Si le parking devait être supprimé ou limité, comment pourrait-on aider les personnes moins valides à accéder au site ?

Nous vous remercions.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

---

**Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) de toegang voor auto's tot Rood-Klooster (Aanvullend)**